

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT AGRICOLE TITRES

Société en Nom Collectif au capital de 15 245 440 Euros
Siège social : 4, Avenue d'Alsace 41500 Mer
Siège administratif : 30, rue des Vallées 91801 Brunoy
317 781 128 R.C.S. Blois – APE 6499Z

A. — Comptes annuels exercice 2024.

Arrêtés par le gérant de CA Titres en date du 20/03/2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 16/04/2025

I. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées			
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3/13	156 683 348	332 243 666
Operations internes au crédit agricole	3/13	822 704 286	669 410 243
Operations sur titres			
Actions et autres titres à revenu variable	6		
Valeurs immobilisées			
Participations et autres titres détenus	6	10	10
A long terme dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	5	9 608 129	11 163 609
Immobilisations corporelles	5	21 825 212	23 355 164
Comptes de régularisation et actifs divers			
Autres actifs	7	68 495 314	71 642 243
Comptes de régularisation	7	33 063 386	35 467 113
Total de l'actif		1 112 379 684	1 143 282 048

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées			
Dettes envers les établissements de crédit	4/13	45 936 783	138 243 907
Operations internes au crédit agricole	4/13	387 959 744	148 817 609
Comptes de régularisation et passifs divers			
Autres passifs	7	498 156 701	693 119 204
Comptes de régularisation	7	55 211 567	49 056 834
Provisions et dettes subordonnées			
Provisions	8/9	5 930 021	1 906 543
Dettes subordonnées	10	24 999 999	24 999 999
Fonds pour risques bancaires généraux			
Fonds pour risques bancaires généraux	11	22 452 000	18 452 000
Capitaux propres			
Capital souscrit	12	15 245 440	15 245 440
Prime d'émission	12	15 988 808	15 988 808
Réserves			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau	12	33 451 704	30 701 453
Résultat de l'exercice	25	7 046 918	6 750 251
Total du passif		1 112 379 684	1 143 282 048

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	16	23 746 908	19 736 874
Intérêts et charges assimilées	16	-10 598 015	-11 019 567
Revenus des titres à revenu variable	17		219 133
Commissions (produits)	18	453 620	155 993
Commissions (charges)	18	-70 495	-59 084
Gains ou pertes sur opérations des port. De négociation		-14 052	4 668
Gains ou pertes sur opérations des port. De placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation	19	200 000 162	199 381 457
Autres charges d'exploitation	19	-29 459 370	-26 957 911
Produit net bancaire		184 058 758	181 461 563
Charges générales d'exploitation	20	-158 101 329	-162 241 620
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur	5	-5 427 476	-4 448 692
Immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		20 529 953	14 771 251
Coût du risque	22	-4 398 128	-349 649
Résultat d'exploitation		16 131 825	14 421 602
Résultat net sur actifs immobilisés	23	-2 609	100 414
Résultat courant avant impôt		16 129 216	14 522 016
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	24	-5 082 298	-3 771 765
Dotations/reprises au FRBG et aux provisions réglementées	11	-4 000 000	-4 000 000
Résultat net de l'exercice	25	7 046 918	6 750 251

III. — Annexe aux comptes annuels.**Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.****Cadre juridique et financier**

Crédit Agricole Titres est une entreprise d'investissement exerçant ses activités de prestations de services d'investissement sous la forme d'une société en nom collectif au capital de quinze millions deux cent quarante-cinq mille quatre cent quarante euros (15.245.440 euros). Il est divisé en 15.245.440 parts sociales d'1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Le capital social de Crédit Agricole Titres se répartit comme suit :

- Caisses régionales de Crédit Agricole 66%
- LCL 24%
- Crédit Agricole S.A. 10%

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- d'assurer la fonction "titres" de ses clients, français ou étrangers, et, plus généralement, toutes opérations administratives et toutes prestations, informatiques ou autres, dans les domaines de la Banque, de l'assurance et de la gestion de valeurs mobilières, d'instruments financiers et de produits d'épargne,
- de réaliser tous travaux d'étude, d'analyse, de programmation, de saisies de données, d'exploitation d'ordinateur ou prestation de conseil en organisation, en vue d'applications informatiques.

Dans ce cadre, elle assure notamment les services suivants :

- conservation et surveillance de l'ensemble des titres, valeurs et instruments financiers,
- gestion d'émissions de valeurs mobilières et instruments financiers,
- liquidation de tous les ordres de Bourse,
- encaissement de tous titres, aussi bien sortis de conservation que ceux transmis par les clients après remise à leur guichet,
- encaissement de tous coupons, aussi bien ceux détachés des titres en conservation que ceux transmis par les clients après remise à leur guichet,
- réalisation de toutes les opérations diverses sur titres, notamment échange, recouppement, regroupement, augmentation de capital, souscription d'obligations diverses, etc.
- étude de toutes les questions rentrant dans l'objet de la société,
- tirage de tous les avis et relevés destinés aux déposants individuels et envoi aux clients de tous documents leur permettant de tenir leur comptabilité et de contrôler leurs bureaux,
- information et assistance des clients en matière de placements et de fiscalité attachée à l'épargne,

- utilisation, au profit des clients, de tous les éléments et données statistiques recueillis à l'occasion des opérations effectuées pour le compte de ces derniers par la Société,
- réalisation de toutes les opérations financières, civiles, commerciales, immobilières et mobilières tendant à améliorer le fonctionnement de la Société, les services à offrir aux clients et à leur propre clientèle.

Faits caractéristiques de l'exercice.

L'année 2024 aura été le premier exercice sur 12 mois de la sous-traitance back-office valeurs mobilières pour BCEF. Celle-ci est désormais parfaitement intégrée dans l'activité de CA Titres.

Après la dissolution de la société Euro Securities Partner fin 2023, la reprise par CA Titres de la plateforme bourse et des 180 ex-collaborateurs ESP a été couronnée de succès et l'organisation mise en place est efficiente.

Après participation à un appel d'offres, CA Titres a contractualisé la sous-traitance d'une nouvelle prestation de gestion des Certificats mutualistes avec Groupama / AG2R la Mondiale. Cette prestation sera assurée dès la fin mars 2025.

Les actions de notre projet d'entreprise lancé en 2022 se sont poursuivies durant toute l'année. De nombreuses formations et séances d'accompagnements ont notamment été dispensées à tous les managers de l'entreprise dans le cadre de la mise en place de notre modèle managérial. Le début de la mise en place des approches agiles dans la conduite des projets et du fonctionnement des équipes a été initié.

Les équipes du Centre de relations à distance ont rejoint le site de Blois dans les locaux de la Caisse régionale Val de France.

Le nouveau site internet bourse pour les clients des Caisses régionales et de LCL est opérationnel et totalement déployé pour tous nos Associés.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Crédit Agricole Titres applique les conventions générales comptables dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les comptes individuels de Crédit Agricole Titres ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les opérations relatives aux exercices antérieurs sont classées par nature.

L'année 2024 n'a pas donné lieu à des changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent.

Opérations en devises

Les opérations sur titres traitées en devises étrangères sont imputées aux adhérents dès leur traitement, soit pour leur résultat en devises obtenu de l'entité contrepartie, soit pour la valeur d'acquisition des devises correspondantes au cours du même jour et propres à régler l'entité contrepartie, soit pour la valeur de cession des devises correspondantes au cours du même jour des devises attendues.

Stocks d'imprimés et de fournitures

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des imprimés et fournitures comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Crédit Agricole Titres applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ainsi qu'à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et modifié également par le règlement ANC 2018-02 du 06 juillet 2018, relatif à la comptabilisation du prélèvement à la source.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Par ailleurs, les éléments dont dispose Crédit Agricole Titres sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante au 31 décembre 2024.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

— Immobilisations incorporelles :

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences amortis linéairement sur une période de 3 ans, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissements. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles intègrent principalement :

- le fonds commercial SIGEVAM valorisé 5,8 M€, dont le transfert a été effectué en 2003 suite aux opérations de fusion constitutives de Crédit Agricole Titres. Le test de dépréciation annuel nous a conduits à maintenir ce niveau de fonds commercial.
- le mali technique valorisé 1,4 M€ résultant de la transmission universelle de patrimoine de la SCI Champs Hardis effectuée en 2007. Ce mali technique a été affecté extra comptablement aux immeubles sous-jacents du site de Mer début 2016, conformément au règlement de l'ANC 2015-06.

S'agissant des coûts de développement, Crédit Agricole Titres a retenu la méthode de comptabilisation en charges de ces coûts.

— Immobilisations corporelles :

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole Titres, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants.

Ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique des immobilisations corporelles est majoritairement calculé selon le mode linéaire :

Nature/mode d'amortissement	Durée
Gros œuvre (composants) / linéaire	30 ans
Second œuvre (composants) / linéaire	30 ans
Installations techniques (composants) / linéaire	De 15 à 20 ans
Agencements (composants) / linéaire	De 10 à 15 ans
Matériel informatique / dégressif ou linéaire	5 ans
Matériel spécialisé / linéaire	5 ans
Matériel de transport / linéaire	4 ans
Mobilier / linéaire	10 ans
Installations et aménagements / linéaire	10 ans

Provisions

— Provisions pour suspens et litiges :

CA Titres applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Crédit Agricole Titres constitue des provisions individuelles et automatiques selon la méthode suivante :

- Les provisions individuelles sont constatées pour tous les dossiers faisant l'objet de litiges et pour les dossiers présentant des suspens significatifs (supérieurs à 10.000€) ou dont les suspens sont compris entre 1.000€ et 10.000€.
- Les provisions automatiques portent sur les suspens compris entre 1.000€ et 10.000€ qui n'ont pas fait l'objet d'une étude spécifique, elles sont déterminées sur la base de 50% du risque résiduel.

Les suspens inférieurs à 1.000€ ne sont pas provisionnés.

— Provisions pour médailles du travail :

Par ailleurs, CA Titres applique l'avis n° 2004-05, du 25 mars 2004, du Conseil National de la comptabilité afférant à la modification des paragraphes 300 des règlements n° 99-02, n° 99-07, n° 2000-05 et n° 2002-08 du CRC concernant les dispositions relatives aux médailles du travail.

Conformément à cet avis :

- les médailles du travail ne sont plus assimilées aux engagements de retraite (cf. recommandation n° 2003-R-01)

- les engagements à verser aux salariés en activité au titre des médailles du travail sont comptabilisés sous forme de provisions conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03.

La provision s'élève à 595 K€ ; elle est déterminée de la façon suivante :

- Éléments généraux :
 - utilisation de deux tables de mortalité TF00-02 (vie) et TH00-02 (vie)
 - calcul selon la méthode actuarielle
- Éléments propres à l'entreprise :
 - médailles existantes par ancienneté (20, 30, 35 et 40)
 - charges induites par l'obtention de la médaille (prime, coût de la médaille et de la gravure)
 - taux de rotation du personnel par ancienneté
- Éléments propres aux salariés pris individuellement :
 - date de naissance
 - date de début de carrière

Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IV^{ème} directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par CA Titres à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité de CA Titres.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord signé le 18/06/2024, couvrant les exercices 2024 à 2026.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

— Engagements en matière de retraite, de préretraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies : CA Titres a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, CA Titres provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. CA Titres applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19). Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

CA Titres a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majoré des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminué, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les engagements de CA Titres vis-à-vis des membres de son personnel, en matière d'indemnité de départ à la retraite, sont gérés par Prédica. Par ailleurs, les engagements liés à la retraite complémentaire des cadres de direction sont également gérés par Prédica dans le cadre d'un contrat signé auprès de cette compagnie.

— Plans de retraite – régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole Titres n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « frais de personnel ».

Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CA Titres.

Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	Durée résiduelle					
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	2024	2023
Etablissements de crédit :						
Comptes et prêts						
A vue	156 683				156 683	332 244
A terme						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	156 683				156 683	332 244
Operations internes au crédit agricole :						
Comptes ordinaires	616 953				616 953	482 410
Comptes et avances à terme (1)	790	69 000	135 961		205 751	187 000
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	617 743	69 000	135 961		822 704	669 410
Totaux	774 426	69 000	135 961		979 388	1 001 654

(1) Les comptes à terme 2024 correspondent à 11 DAT souscrits auprès du Crédit Agricole Val de France et remboursables en avril 2025 (69 M€), avril 2026 (58 M€), mai 2026 (5 M€), octobre 2026 (53 M€) et novembre 2026 (6 M€) et 1 DAT souscrit auprès du Crédit Agricole d'Ile de France, remboursables en décembre 2028 (9 M€).

Note 4. – Dettes envers les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle.

RUBRIQUES (En milliers d'euros)	Durée résiduelle					
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	2024	2023
Etablissements de crédit :						
Comptes et emprunts						
- A vue	40 588				40 588	131 549
- A terme (1)	336	1 023	3 601	389	5 349	6 695
Valeur nette au bilan	40 924	1 023	3 601	389	45 937	138 244
Operations internes au crédit agricole :						
Comptes ordinaires	387 960				387 960	148 818
Comptes et avances à terme						
Valeur nette au bilan	387 960				387 960	148 818
Totaux	428 884	1 023	3 601	389	433 897	287 062

(1) Les comptes et emprunts à terme 2024 correspondent à 3 emprunts auprès de la Caisse régionale du Crédit Agricole Ile de France et 3 emprunts auprès de la Caisse régionale du Crédit Agricole Val de France.

Note 5. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

Valeurs brutes (En milliers d'Euros)	2024			
	En début d'exercice	Augmentations	Diminutions	En fin d'exercice
Incorporelles :				
Fond commercial (1)	5 800			5 800
Logiciels (2)	20 841	3 201	234	23 808
Concessions et brevets	167			167
Immobilisations incorporelles en cours et avances	2 510	533	2 933	110
Totaux	29 318	3 733	3 167	29 885
Corporelles :				
Terrains	1 604			1 604
Constructions	47 473			47 473
Construction Mali technique (3)	1 436			1 436
Matériel informatique	7 929	852	802	7 979
Matériel spécialisé	1 005	4		1 009
Matériel de transport	185			185
Mobilier	2 098	212	14	2 296
Installations et agencements	15 815	353	6	16 163
Agencements installations sur sol d'autrui	59	49		108
Immobilisations corporelles en cours et avances	8	367	291	84
Totaux	77 612	1 837	1 114	78 336
Totaux généraux	106 931	5 570	4 280	108 220
<p>(1) Valeur d'acquisition du fonds de commerce SIGEVAM de 5,8M€, acquis lors des opérations constitutives de Crédit Agricole T itres.</p> <p>(2) L'augmentation des logiciels concernent principalement la refonte du site Bourse en Ligne pour 2 167 K€.</p> <p>(3) Le mali technique de 1,4 M€ est issu de la transmission universelle de patrimoine de la SCI Champs Hardis qui portait sur les immeubles du site de Mer, réalisée en octobre 2007. Il a été reclassé au 01/01/16 dans des sous-comptes dédiés des actifs sous-jacents dans la limite des PV latentes identifiées au 31/12/2015.</p>				

AMORTISSEMENTS (En milliers d'euros)	2024			
	En début d'exercice	Augmentations	Diminutions	En fin d'exercice
Incorporelles :				
Logiciels	17 987	2 356	234	20 109
Concessions et brevets	167			167
Totaux	18 155	2 356	234	20 277
Corporelles :				
Constructions	31 303	1 439		32 742
Construction Mali technique	901	113		1 014
Matériel informatique	6 499	739	798	6 439
Matériel spécialisé	996	6		1 003
Matériel de transport	180	4		185
Mobilier	1 757	95	14	1 838
Installations et agencements	12 621	675	6	13 290
Totaux	54 257	3 072	818	56 510
Totaux généraux	72 412	5 427	1 052	76 787

Note 6. – Titres de participation.**Crédit Agricole Conseil et Développement Digital**

Crédit Agricole Titres possède 1 action, sur les 200 000 actions qui composent le capital de Crédit Agricole Conseil et Développement Digital, pour un montant de 10 €.

Note 7. – Autres actifs, autres passifs et comptes de régularisation.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024	2023	Variation
Autres actifs			
Comptes de règlement (1)	43 815	49 755	-5 940
Débiteurs divers	24 680	21 864	2 816
Comptes de stock et emplois divers		23	-23
Comptes de régularisation actif			
Charges constatées d'avance	3 218	2 273	945
Produits à Recevoir	26 290	29 483	-3 193
Virements inter CAM			
Autres comptes de régularisation actif	3 555	3 711	-156
Totaux	101 559	107 109	-5 551
Autres passifs			
Comptes de règlement (1)	444 493	624 005	-179 513
Créditeurs divers	53 664	69 114	-15 450
Comptes de régularisation passif			
Charges à Payer	31 537	29 298	2 239
Autres comptes de régularisation passif	23 675	19 759	3 916
Totaux	553 368	742 176	-188 808

(1) Les comptes de règlement sont composés des opérations sur titres pour la clientèle en instance de dénouement financier (Sociétés de bourse, compte Euroclear, souscriptions SICAV, ...). Le solde de ces comptes peut varier sensiblement en fin d'année en fonction de la volumétrie et du montant des opérations initiées sur les derniers jours de décembre.

Note 8. – Provisions.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Augmentati on dotations	Diminution provisions utilisées	Diminution provisions non utilisées	Solde au 31/12/2024
Provision pour impôts (1)	77		38		38
Litiges, suspens et charges (2)	1 244	4 608	514	42	5 296
Engagements sociaux (3)	586	9			595
Totaux	1 907	4 617	552	42	5 930

Pour les méthodes de provisionnement appliquées, se référer à la NOTE 2.4 - PROVISIONS.

(1) La provision pour impôts correspond au solde d'impôt que la société Crédit Agricole Titres sera amenée à payer dans les années futures au titre de la fraction imposable des plus-values réalisées sur exercices antérieurs dans le cadre du régime des fusions.

(2) Ces provisions sont destinées principalement à couvrir les risques liés à des litiges en cours, suspens sur titres et risques sociaux.

(3) Engagements sociaux : Dotation de 9 K€ au titres des médailles du travail.

Note 9. – Engagements sociaux.

Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dette actuarielle au 31/12/N-1	20 789	19 900
Coût des services rendus sur la période	1 440	1 298
Coût financier	656	838
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		-594
Variation de périmètre	34	-22
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-1 679	-941
Gains / pertes actuariel(le)s	-355	310
Dette actuarielle au 31/12/N	20 885	20 789

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Coût des services rendus	1 440	1 298
Coût financier	656	838
Rendement attendu des actifs	-733	-831
Coût des services passés		-594
Gains / (pertes) actuariel(le)s net		
Amortissement des gains/pertes actuariel(le)s	-66	-190
Gains / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-220	-460
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	1 077	61

Variation de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	23 876	23 833
Rendement attendu des actifs	733	831
Gains / pertes actuariel(le)s	80	-205
Cotisations payées par l'employeur	811	380
Cotisations payées par les employés		
Modification, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	34	-22
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-1 449	-941
Juste valeur des actifs/ droits a remboursement au 31/12/N	24 085	23 876

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle au 31/12/N	-20 885	-20 789
Impact de la limitation d'actifs		-220
(Gains) et pertes actuariels restant à étaler à la clôture	-2 843	-2 474
Juste valeur des actifs au 31/12/N	24 085	23 876
Position nette (passif)/ actif au 31/12/N	357	393

- Rendement des actifs des régimes : 2,69%
- Hypothèses actuarielles utilisées : 3,38%

Note 10. – Dettes subordonnées.

En anticipation de la mise en place de la réglementation IFR / IFD qui s'est appliquée aux entreprises d'investissement mi-juin 2021, CA Titres a levé 25 M€ sous forme de prêts subordonnés long terme auprès de ses associés (Caisses Régionales de Crédit Agricole et LCL) pour respecter l'exigence de fonds propres.

Note 11. – Fonds pour risques bancaires généraux.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024	2023
Fonds pour risques bancaires généraux	22 452	18 452
Valeur au bilan	22 452	18 452

Note 12. – Variation des capitaux propres.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	01/01/2024	Affectation du résultat 2023	Diminutions augmentations	31/12/2024
Capital	15 245			15 245
Prime de fusion	15 989			15 989
Provisions réglementées	0			0
Report à nouveau	30 701	2 750		33 452
Résultat de l'exercice	6 750	-6 750	7 047	7 047
Dividendes		4 000	-4 000	0
Totaux	68 686	0	3 047	71 733

Note 13. – Operations effectuées avec les entreprises liées.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	Opérations avec les entreprises liées
Créances	
Sur les établissements de crédit et institutions financières (1)	501 896
Produits financiers	19 994
Dettes	
Envers les établissements de crédit et institutions financières (2)	29 182
Charges financières	3 390
<i>Les principales entreprises liées sont la CR d'Ile de France, la CR de Val de France et les autres CR. (1) Créances : CR Val de France pour 382 951 K€ (76%), Crédit Agricole Ile de France pour 43 376 K€ (9%), CR Nord de France pour 25 853 K€ (5%). (2) Dettes : CR Morbihan pour 8 060 K€ (28%), CR Sud Rhône Alpes pour 7 392 K€ (25%), CR Lorraine pour 5 131 K€ (18%).</i>	

Note 14. – Engagements hors bilan.

La société ne détient aucun engagement hors bilan.

Note 15. – Instruments financiers à terme.

La société ne détient aucun instrument financier à terme au 31 décembre 2024.

Note 16. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024	2023
Produits d'intérêts		
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 753	1 488
Sur opérations internes au Crédit Agricole et à LCL	19 994	18 249
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Autres intérêts et produits assimilés		
Charges d'intérêts		
Sur opérations avec les établissements de crédit	-7 208	-6 828
Sur opérations internes au Crédit Agricole et à LCL	-3 390	-4 192
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Autres intérêts et charges assimilées		
Totaux	13 149	8 717

Note 17. – Revenus des titres à revenu variable.

Ce poste était composé des dividendes reçus d'Euro Securities Partners pour 219 K€ en 2023.

Note 18. – Produits nets des commissions.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024			2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-70	-70		-59	-59
Sur opérations internes au Crédit Agricole et à LCL						
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change						
Sur prestations de services financiers	454		454	156		156
Dotations/ reprises de provisions						
Totaux	454	-70	383	156	-59	97

Note 19. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	2024	2 023	Variation
Facturation aux Caisses Régionales, à LCL et aux autres clients (1)	168 257	155 382	12 874
Facturation ESP et Copartis (2)	14	16 733	-16 719
Facturations spécifiques et Frais de recherche (3)	23 129	20 273	2 856
Divers	8 601	6 993	1 608
Autres produits d'exploitation	200 000	199 381	619
Autres charges d'exploitation (4)	-29 459	-26 958	-2 501
(1) Le montant facturé en 2024 aux Caisses Régionales et à LCL s'élève à 109 135 K€ (vs 103 372 K€ en 2023).			
(2) Ce poste n'intègre plus que les refacturations à Copartis en 2024 (14 K€ vs 13 K€ en 2023).			
(3) Ce poste est constitué :			
– du courtage (14 720 K€ vs 11 679 K€ en 2023),			
– des appels de fonds relatifs à CAGIP (1 570 K€), à AITS (996 K€), à la refonte des sites Web (435 K€), au projet mobilité clients (472 K€), ainsi que du développement d'autres projets (995 K€),			
– de facturations spécifiques (2 723 K€),			
– des frais de recherche (1 218 K€).			
(4) Ce poste intègre essentiellement les frais de courtage (13 915 K€), les frais Euroclear (5 168 K€) et les frais des correspondants étrangers (9 190 K€).			

Note 20. – Charges générales d'exploitation.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024	2023	Variation
Frais de personnel :			
Salaires et traitements (1)	49 678	47 101	2 577
Charges sociales (2)	23 398	21 884	1 514
Participation et intéressement	5 811	5 603	208
Impôts et taxes sur rémunérations	2 460	2 447	13
Dotations/reprises nettes aux provisions (3)	-493	159	-651
Total des frais de personnel	80 854	77 193	3 661
Frais administratifs :			
Impôts et taxes	1 728	1 627	101
Services extérieurs (4)	75 520	83 422	-7 902
Total des frais administratifs	77 247	85 049	-7 801
Totaux	158 101	162 242	-4 140
(1) La hausse est due, entre autres, à une augmentation d'effectifs et aux augmentations de salaires.			
(2) Ce poste est en hausse en lien avec l'augmentation des charges de personnel.			
(3) La variation de ce poste s'explique par une reprise de provision sur litiges RH en 2024.			
(4) La baisse de 7 902 K€ des services extérieurs est principalement due à la fin des honoraires ESP (-26 236 K€), partiellement compensée par l'augmentation des charges informatiques supportées en direct par CAT (+ 16 251 K€).			

Note 21. – Effectifs moyens.

Rubriques	2024	2023
Cadres	379	353
Non cadres	632	637
Totaux	1 011	990
Dont personnel mis à disposition d'esp		151

Note 22. – Cout du risque.

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations aux provisions et dépréciations	-4 568	-157
Reprises de provisions et dépréciations	14	28
Pertes couvertes par des provisions et dépréciations	-8	-1
Pertes non couvertes par des provisions et dépréciations	-154	-407
Autres produits	318	187
Coût du risque	-4 398	-350

Note 23. – Résultat net sur actifs immobilisés.

Le résultat net sur actifs immobilisés 2024 concerne uniquement les plus et moins-values de cessions de l'exercice.

Note 24. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Impôts sur les sociétés	-5 120	-3 810
Reprises de provisions pour IS	38	38
Totaux	-5 082	-3 772

Crédit Agricole Titres supporte une charged'IS de 5 120 K€ relative à son résultat courant en 2024.

Les réintégrations fiscales 2024 s'élèvent à 16 079 K€, composées principalement de la dotation au FRBG de 4 000 K€, de l'IS pour 5 120 K€, de la participation pour 2 283 K€, de la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S) 2024 de 329 K€, des dotations aux provisions pour risques et charges forfaitaires pour 4 000 K€.

Les déductions fiscales 2024 (2 902 K€) proviennent principalement de la participation N-1 (1 585 K€), de l'augmentation de capital réservée aux salariés (387 K€), de la C3S 2023 (343 K€) et des reprises de provision pour risques et charges forfaitaires (548 K€).

Note 25. – Projet affectation des résultats.

Rubriques (En Euros)	2024
Résultat net	7 046 918
Dividende	-4 000 000
Report à nouveau	3 046 918

Note 26. – Conservation.

A la clôture de chaque exercice, la valeur de la conservation est déterminée pour les titres cotés à la valeur boursière du dernier cours connu de l'année, pour les titres non cotés, le cours est fourni par l'établissement émetteur.

Les valeurs en conservation des titres de la clientèle, parts sociales et Certificats Coopératifs d'Associés, de l'épargne bancaire et de l'épargne salariale sont évaluées au 31 décembre 2024 à 437 217 M€ contre 402 569 M€ en 2023 (+8,6%).

NOTE 27 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur significatif n'a été relevé.

NOTE 28 - PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RUBRIQUES (En milliers d'Euros)	Ernst & Young	%	RSM Ouest	%
Audit :				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	73,9	68%	34,4	32%
- Missions accessoires			10,3	100%
Autres prestations :				
Totaux	73,9	62%	44,7	38%

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

Aux Associés de la société Crédit Agricole Titres,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole Titres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Herblain et Paris-La Défense, le 26 mars 2025.

Les Commissaires aux Comptes :

RSM Ouest :

Jean-Michel PICAUD

Ernst & Young Audit :

Matthieu PRECHOUX